Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 AVRIL 1847.

Crédit de 1,200,000 francs au Département des Travaux Publics, pour l'entrepôt d'Anvers, le canal de la Campine et le canal d'embranchement vers Turnhout⁽¹⁾.

Rapport fait, au nom de la commission⁽²⁾, par M. VEYDT.

MESSIEURS,

La Chambre a envoyé à l'examen de la section centrale du budget des Travaux Publics, à présent en discussion, la demande de crédit pour l'achèvement des bâtiments de l'entrepôt d'Anvers et des travaux de canalisation de la Campine, avec invitation de lui faire un rapport aussi prompt que possible. Je viens m'acquitter de cette tâche, au nom de la commission.

Le projet de loi concerne, en premier lieu, l'achèvement de l'entrepôt d'Anvers. — Crédit demandé : 540,000 fr.

La loi de l'emprunt du 29 septembre 1842 affecta à ces travaux une première somme de 1,500,000 fr. Nous voyons en détail, dans l'exposé des motifs, quel a été l'emploi de ces fonds.

L'entreprise des fondations et des constructions, à partir du sol, a donné lieu à une dépense de fr.	1,424,595 27
Pour des dépenses secondaires, des emprises de terrains, pour le personnel ordinaire et extraordinaire attaché aux travaux, il était dû, à la fin de l'année dernière.	112,786 20
	<hr/>
fr.	1,537,381 47

(1) Projet de loi, n° 292.

(2) La commission était composée de MM. DUMONT, président, VEYDT, VAN CUTSEM, LESOINNE, BRABANT, OSY et DE NAEYER.

Après avoir pourvu à ce léger excédant de dépenses, quel doit être l'emploi du crédit nouveau de 540,000 fr. ?

Ce crédit est destiné :

1° A l'exhaussement du hangar, que l'on a commencé à construire dans la cour principale, dépense évaluée à fr.	94,000 00
2° A l'établissement de caves sous ce hangar.	55,700 00
3° Au renforcement de la charpente des pavillons	40,000 00
4° A la substitution de la fonte et du fer au bois dans la construction de ces pavillons	132,000 00
5° Pour ceux-ci encore, au remplacement de la toiture en bois par une toiture en fer, augmentation de dépense de	50,000 00
6° A l'établissement d'un système de chargement et de déchargement et de gerbage à l'intérieur des magasins	150,000 00
7° Aux frais du personnel et à l'imprévu jusqu'à l'achèvement des travaux	20,918 55
Total fr.	502,618 55

L'application de toute la somme étant bien connue, les travaux complémentaires sont-ils réellement utiles? Y a-t-il des motifs déterminants pour autoriser le Gouvernement à les exécuter?

Après avoir examiné ces questions avec soin et obtenu des renseignements de M. le Ministre des Travaux Publics sur quelques unes de ces dépenses, la commission a été unanimement d'avis de proposer l'adoption du crédit demandé pour l'achèvement de l'entrepôt d'Anvers. Les faits et les considérations abondent pour justifier cette proposition.

Les dépenses reprises sous les nos 1 et 2 ont pour objet le hangar et les caves. Le hangar ne devait avoir, d'après le premier plan, qu'un rez-de-chaussée. La commission supérieure de direction et de surveillance de l'entrepôt a proposé au Gouvernement de construire de vastes caves sous le hangar et de le surmonter de deux étages. La superficie des caves sera d'environ 1,800 mètres carrés; elles serviront au dépôt de marchandises encombrantes, telles que bois de teinture, résine, charbons de terre, cuirs salés, etc., et leur loyer, en ne les supposant occupées qu'aux trois quarts, est évalué annuellement à 3,000 fr., soit au-delà de 8 p. % de l'augmentation de dépense. Le revenu des étages, qui serviront de greniers pour le dépôt des grains, sera encore plus considérable: il suffira pour assurer, en peu d'années, la rentrée de la somme de 94,000 fr. Sur une surface de 3,400 mètr. carrés il peut être placé 25,500 hectolitres, qui, au taux du tarif actuel, produisent 18,560 fr. Si le tarif était réduit de 50 p. %, ou si les greniers n'étaient occupés qu'à moitié, le revenu équivaldrait encore à environ 10 p. %. Une dépense aussi profitable ne pouvait manquer de recevoir l'approbation du Gouvernement, qui a toujours intérêt à l'agrandissement des locaux, afin de pouvoir réduire le nombre des entrepôts particuliers qui exigent de sa part de plus grands frais de surveil-

lance et ne procurent aucun revenu à l'État. Dans tout l'entrepôt il n'y a pas un local convenable pour y déposer et échantillonner le tabac. Cette destination spéciale sera donnée au rez-de-chaussée du hangar et une lacune, qui a fourni matière à de fréquentes réclamations, sera ainsi comblée.

Le n° 3 est relatif à une dépense jugée nécessaire pour le renforcement de la charpente. La commission a demandé si elle est une conséquence de la substitution du fer et de la fonte au bois dans une partie des bâtiments :

« Elle n'y a, répond M. le Ministre des Travaux Publics, aucun rapport. Il » s'agit d'augmenter la portée des solives des trois premiers étages, portée qui » a été trouvée insuffisante dans le projet primitif, eu égard à la charge à sup- » porter par ces solives.

» Les inconvénients attachés à des constructions trop faibles, inconvénients » qui se font remarquer aux bâtiments de l'entrepôt existant, où les bois ont » fléchi sous leur charge, ont engagé les ingénieurs chargés de la direction des » travaux, de commun accord avec la commission de surveillance, à proposer » de porter l'équarrissage des poutres, qui n'est que de $\frac{30}{30}$ dans le devis, à $\frac{34}{30}$ » et de renforcer, en outre, ces poutres au moyen de contrefiches. C'est ce » changement, reconnu utile et avantageux aux constructions, qui nécessitera » une dépense de 40,000 fr. »

Cette explication la justifie complètement. Utile à la solidité des bâtiments, la dépense sera en même temps productive, car elle permettra de leur faire supporter de plus fortes charges.

Substitution du fer et de la fonte au bois, nos 4 et 5.

Ce système, qui a été admis pour l'entrepôt de Bruxelles et pour différents établissements industriels, offre évidemment plus de garanties de sécurité.

Les Chambres en ont déjà sanctionné l'emploi dans les travaux de reconstruction de l'hôtel de la Cour des Comptes. L'exposé des motifs explique les raisons qui ont déterminé le Département des Travaux Publics à adopter le fer et la fonte dans la construction des pavillons qui lient les bâtiments du nouvel entrepôt à ceux de l'ancien. En rendant ces pavillons incombustibles, l'on oppose une barrière au progrès du feu, s'il éclatait dans un des deux entrepôts. Nulle part il ne pouvait être fait un meilleur emploi de ce système, dès qu'il fut reconnu que l'augmentation considérable de la dépense ne permettait pas de l'appliquer à tous les bâtiments. A présent, il en résulte une augmentation de 162,000 fr., qui comprend la somme de 30,000 fr. pour la substitution de la couverture en fonte à la toiture en charpente : c'est une conséquence naturelle de l'adoption du fer et de la fonte pour les galeries; l'une devait nécessairement suivre l'autre.

Quelle objection pourrait-on faire contre la décision que le Gouvernement a prise? Il ne s'en est présentée aucune dans la commission. Il y a, en effet, une ample compensation au surcroît de dépense dans une plus grande valeur donnée à une des plus importantes propriétés de l'État, dans une plus grande

sécurité contre les dangers d'incendie, et partant dans la réduction de la prime d'assurance.

Mais combien de temps faudra-t-il pour livrer toutes les pièces en fer et fonte? N'a-t-on pas à craindre que l'achèvement des travaux n'en soit retardé? Or, tous les intérêts sont ici d'accord qu'il importe, au plus haut point, que les nouveaux bâtiments soient le plus tôt possible livrés au commerce.

Le Département des Travaux Publics a répondu à la question posée, qu'il n'a pas de données positives sur la durée du temps; mais il est porté à croire, d'après un précédent relatif à l'hôtel de la Cour des Comptes, que les pièces de fonte pourront être livrées et mises en place dans quatre mois, au plus tard, après que la commande en aura été faite. M. le Ministre ajoute qu'aussitôt après le vote du crédit demandé, des mesures seront prises pour que les travaux soient poussés avec la plus grande activité.

La dépense sous le n° 6 (150,000 fr.), a été demandée par la commission directrice pour l'établissement d'un système de chargement et de déchargement et de gerbage dans l'intérieur des magasins. Il faut nécessairement la faire afin de tirer parti des locaux; elle est, dit l'exposé des motifs, le complément indispensable pour la mise en exploitation de l'entrepôt. Aucune observation n'a été présentée à ce sujet dans la commission.

Il en est de même des fr. 20,918-53. Indépendamment de ce qui sera encore nécessaire pour le personnel attaché aux travaux, ce chiffre comprend une somme de huit à neuf mille francs pour l'imprévu.

Dans les explications qui précèdent, toutes les dépenses comprises dans la somme de 540,000 fr. ont été passées en revue. Si des détails nous passons à l'ensemble des dépenses de l'entrepôt d'Anvers, nous arrivons au résultat suivant, qui donne une idée nette des bénéfices réservés à l'État :

L'entrepôt en exploitation a coûté, y compris l'achat d'une propriété pour la somme de fr. 101,562-86 fr.	1,472,779
Les travaux supplémentaires ont occasionné une dépense de	86,677
	<u>Fr. 1,559,456</u>

Le revenu annuel peut être évalué à fr.	150,000
---	---------

(pour l'exercice 1846 il s'est élevé à fr. 160,298-50).

Les frais d'entretien et d'exploitation par année emportent une somme de	25,000
Il reste pour revenu net. fr.	<u>125,000</u>

Un peu plus de 8 p. % du capital.

Le crédit de 1842 pour les bâtiments en construction s'élève à fr.	1,500,000
Le crédit supplémentaire demandé par le projet de loi dont nous nous occupons, à	540,000
	<u>Fr. 2,040,000</u>

Les nouveaux bâtiments pourront contenir au-delà du double des marchandises que reçoit l'entrepôt actuel; il y aura, par conséquent, lieu à une recette double, soit 500,000 fr., tandis que les dépenses d'entretien et d'exploitation n'exigeront que le même chiffre de 25,000 fr. Le revenu net sera donc de 275,000 fr. par année, soit 15 1/2 p. % du capital.

L'ancien et le nouvel entrepôt réunis coûteront ensemble 3,600,000 fr. Le revenu, d'après les calculs ci-dessus, sera de 400,000 fr., égal à 11 p. %.

Mais ce résultat favorable ne peut être obtenu qu'à la condition que l'ancien et le nouvel entrepôt seront toujours remplis. Y a-t-il probabilité qu'ils le soient? Oui. C'est même plutôt l'insuffisance des locaux qui est à prévoir.

L'annexe n° 1, à la suite de ce rapport, contient le relevé des marchandises refusées, faute de place, en 1845, 1846 et les premiers mois de 1847. Il en est résulté de grands embarras. En 1846, l'administration des douanes a été obligée d'accorder un nombre de succursales hors de toute proportion avec les exercices précédents. L'on a souvent compté plus de six cents entrepôts particuliers, fictifs et annexes de l'entrepôt général.

Lorsque les nouveaux bâtiments pourront être livrés à leur destination, les succursales disparaîtront et leurs marchandises seront dirigées sur l'entrepôt. Ce sera la source d'un produit considérable pour le trésor, auquel il importe, par conséquent, que les travaux soient promptement et complètement achevés.

Deux exemples peuvent être cités pour donner une idée exacte des recettes réservées à l'État. Un hangar a été construit au nord du premier bassin; il est, en ce moment, exploité comme succursale de l'entrepôt. Le quatrième trimestre de 1846 a donné un produit de fr. 7,224-76, soit environ 2,500 fr. par mois et 30,000 fr. par an. — Le bâtiment entièrement achevé coûtera 181,260 fr.

Le besoin de magasins est si grand que l'administration de l'entrepôt s'est entendue avec l'entrepreneur des travaux pour qu'il mette à sa disposition les étages supérieurs du pavillon Sud, encore en construction, afin d'y déposer des grains et graines. Le loyer pour le mois de mars dernier a donné un produit de fr. 2,596-40, qui eût été plus élevé encore, si on n'avait dû laisser vide un emplacement considérable dans chacun des magasins par suite des travaux inachevés.

L'état actuel des choses cause ainsi un préjudice notable au trésor. Il en occasionne également au commerce, indépendamment de tous ses embarras. Le commerce doit payer les frais d'ouverture et de fermeture de ces nombreuses succursales de l'entrepôt; il doit payer les droits de consommation, douane et accise sur le déchet que les marchandises éprouvent pendant leur séjour dans ces succursales. Ce sont autant de pertes pour lui, et il est naturel qu'il aspire à en être affranchi.

Il y a encore un autre intérêt en cause, c'est celui des bâtiments. L'insuffisance du crédit et le retard survenu par suite de la proposition de substituer

le fer au bois ont empêché l'achèvement des pavillons pendant plusieurs mois. Ils sont restés sans toiture durant tout l'hiver et l'eau filtre à travers la maçonnerie des voûtes. C'est chose désolante à voir. Il en résulterait de grands dégâts, peut-être même la nécessité d'une reconstruction, si l'on ne mettait la bonne saison à profit pour achever ces travaux avec toute la diligence possible.

Le second article du projet de loi est relatif au canal de la Campine. Crédit demandé : 280,000 fr.

Les quatre crédits accordés depuis 1842 pour l'exécution des deux sections comportent une somme de 4,010,000 fr. L'allocation nouvelle l'élèvera à 4,290,000 fr., coût de la construction du canal sur toute la ligne de Bois-le-Duc à Herenthals.

La demande d'un crédit supplémentaire était prévue. Voici comment s'en exprimait le rapport présenté à la séance de la Chambre, du 4 juillet 1846, au sujet des deux derniers cent mille francs. « Le Gouvernement ne demande » qu'une allocation de 200,000 fr. ; il sera contraint de vous faire une nouvelle » demande pour l'exercice prochain ; mais, d'après les assurances qui nous ont » été données, elle se renfermera à peu près dans le chiffre du déficit actuel. »

C'est ce qui a lieu aujourd'hui.

Aucune objection n'ayant été faite contre l'allocation, la commission en propose l'adoption. Deux renseignements ont seulement été demandés :

Le crédit de 280,000 fr. sera-t-il le dernier? M. le Ministre des Travaux Publics nous a répondu qu'au moyen de cette somme, le Gouvernement compte être en position de faire face à toutes les dépenses de construction des deux sections du canal de la Campine, comprises entre Bocholt et Herenthals. La somme demandée a été calculée, en tenant compte des engagements pris et des dépenses déjà soldées.

L'annexe n° 1 de l'exposé des motifs fait connaître que les terrains acquis à l'amiable ou expropriés ont absorbé une somme de fr. 377,061-71. La commission a désiré savoir quelle est la quantité d'hectares qu'il a fallu acquérir et à quel prix revient l'hectare en moyenne?

Le Département des Travaux Publics s'est empressé de demander ces renseignements, que voici :

La contenance des terrains empris pour l'établissement de la première section est de	563 ^{hect.}	42 ^{ares.}	68 ^{cent.}
Pour la seconde section de	304	53	06
Total	667	95	74

C'est en moyenne 564 fr. par hectare.

Vient en troisième lieu le canal d'embranchement vers Turnhout. — Crédit demandé : 380,000 fr.

L'expérience des adjudications, qui avaient eu lieu pour les sections du canal de la Campine, entreprises à des conditions si favorables, porte à croire que le crédit de 1,040,000 fr., proposé pour mettre la ville de Turnhout en communication avec ce canal, serait largement suffisant.

Des circonstances, qu'il n'était pas possible de prévoir au mois d'avril 1845, ont contrarié ces prévisions.

Dans le but de venir en aide à la classe ouvrière, le Gouvernement a maintenu sur les travaux, pendant tout l'hiver de 1846, un nombre de 2,000 ouvriers terrassiers. Cette mesure, qu'il était urgent de prendre, a été cause d'un surcroît de dépense qui, au premier abord, a paru considérable à la section centrale. Elle a en conséquence demandé des renseignements sur l'emploi de la somme de fr. 128,514-42.

Une note explicative lui a été fournie par le Département des Travaux Publics.

Elle fait suite au rapport, sous le n° 2 des annexes.

Les terrains acquis à l'amiable ou expropriés judiciairement ont absorbé une somme de fr. 325,360-70, pour 244 hectares 28 ares 57 centiares; c'est plus de 1,350 fr. par hectare et au-delà du double du prix payé pour les terrains acquis pour le canal principal. Les terrains traversés par l'embranchement ont sans doute plus de valeur. Cependant une différence si forte ne peut manquer de fixer l'attention, et c'est probablement la seconde cause de l'insuffisance du premier crédit.

La somme supplémentaire de 580,000 fr. sera-t-elle suffisante pour faire face à tous les engagements pris et à toutes les dépenses effectuées pour la construction du canal d'embranchement vers Turnhout? M. le Ministre des Travaux Publics a répondu d'une manière affirmative et formelle à cette question.

La commission est d'avis que le crédit doit être accordé. En conséquence, elle a l'honneur de proposer à la Chambre l'adoption de tous les articles du projet de loi présenté par le Gouvernement et dans les mêmes termes.

Le Rapporteur,
VEYDT.

Le Président,
DUMONT.

ANNEXES.

ANNEXE N° 1 A.

Marchandises refusées en 1845, faute de place à l'entrepôt de commerce d'Anvers.

117,965	hectolitres	grains.
99,950	id.	graines.
14,687	id.	pois.
5,765	id.	haricots.
5,590	id.	fèves.
552,955	cuirs secs et salés.	
241	futailles huile.	
2,152	boucauds tabacs en feuille.	
577	barriques sucre brut.	
5,299	caisses	id.
8,429	sacs	id.
5,474	balles café.	
268	id.	chanvre.
6,552	cabas fruits secs.	
1,127	barils farine.	
105	id.	lin brut.
127	balles laine.	
754	barils potasse et perlasse.	
1,021	balles riz.	
745	barriques id.	
4,000	hectolitres riz non pelé.	

ANNEXE N° 1 B.

Marchandises refusées faute de place à l'entrepôt général de commerce d'Anvers, pendant l'année 1846.

109	surons amandes.	
40	balles	id.
58	barriques id.	

856,490	kilog.	bois de teinture.
524	blocs	bois d'acajou.
8,720	pièces	bois de fusils.
174,097	id.	cuirs secs.
25,364	id.	cuirs salés.
669	id.	cuiivre.
10,780	id.	cornes.
61,513	balles	café Java.
25,941	id.	café Brésil.
3,489	id.	coton en laine.
576	id.	cacao.
3,454	caisses	citrons et oranges.
143	balles	crin de cheval.
154,700	kilog.	chicorée.
25,824	cabas	figues.
3,218	barils	farine.
322,978	hectolitres	grains.
54,910	id.	graines.
280	barils	graine de lin.
196	barriques	garance.
989	id.	huile de baleines.
154	id.	huile d'olive.
233	barils	huile de foie.
56	barriques	huile de coco.
120	caisses	jus de réglisse.
22	balles	laine brute.
636	id.	lin brut.
246	barriques	miel.
22	id.	natrum.
75	balles	noisettes.
629	barils	potasse.
9,867	balles	poivre.
2,111	barils	résine brute.
7,000	kilog.	rognures de cuirs.
500	barils	saindoux.
100	id.	sumac.
4,218	caisses	sucré Havane.
711	id.	sucré Brésil.
567	barriques	sucré Porto-Rico.
6,265	boucauds	tabac en feuilles.
362	balles	id.

ANNEXE N° 1 C.

*Marchandises refusées faute de place à l'entrepôt général de commerce d'Anvers,
depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 10 avril 1847.*

Janvier.

Bois d'ébénisterie	228 blocs.
Garance	52 barriques.
Seigle	8,793 hectolitres.
Oranges et citrons	800 caisses.
Sel brut	170,000 kilog.

Février.

Cacao	1,000 balles.
Id. en vrac	160,000 kilog.
Cornes	7,490 pièces.
Cuir secs	2,400 id.
Cuir salés	924 id.
Figues	4,000 cabas.
Froment	726 hect.
Seigle	9,214 id.
Oranges et citrons	4,442 caisses.

Mars.

Bois de teinture	150,000 kilog.
Bois d'ébénisterie	83 blocs.
Cornes	12,000 pièces.
Froment	9,811 hect.
Orge	1,593 id.
Seigle	11,500 id.
Oranges et citrons	2,200 caisses.

1^{er} au 10 avril.

Bois de teinture	50,000 kilog.
Fèves de pigeons	442 hect.
Gruau	959 id.
Froment	52,871 id.
Seigle	11,258 id.
Orge	8,856 id.
Racines de chicorée	111,760 id.

Dans le but de venir en aide à la classe ouvrière, pendant l'hiver de 1845 à 1846, le Département des Travaux Publics a conclu, sous la date du 20 décembre 1845, avec l'entrepreneur de la construction du canal d'embranchement vers Turnhout, une convention aux termes de laquelle cet entrepreneur s'est engagé à porter à 2,000 le nombre de ses ouvriers terrassiers et à continuer les travaux, sans interruption, pendant l'hiver jusqu'à leur achèvement et, dans tous les cas, jusqu'au 15 avril 1846.

D'après l'art. 9 de la convention, l'État doit accorder à l'entrepreneur une indemnité équivalente à 45 p. % des prix du bordereau annexé au cahier des charges, modifiés d'après le rabais obtenu par l'adjudication pour les cubes utiles enlevés et transportés à pied d'œuvre, depuis le 1^{er} décembre 1845 jusqu'au 15 avril 1846.

Les transports pour la construction du canal d'embranchement ont eu lieu à une distance moyenne de 5 relais.

Le prix du mètre cube de terre déblayé et transporté à cette distance est, d'après le bordereau, de fr. 0 75

Ce prix modifié en raison du rabais, qui est de 21,715-89 p. %, se trouve réduit à fr. 0.5,871,308.

L'indemnité à payer à l'entrepreneur pour un mètre cube de terre enlevé et transporté à pied-d'œuvre, sera équivalente à 45 p. % de ce dernier prix et s'éleva, par conséquent, à fr. 0.2,642,089.

Le taux de l'indemnité est donc, d'après la convention, de fr. 0,2,642,089, pour chaque mètre cube fouillé et transporté dans la période du 1^{er} décembre 1845 au 15 avril 1846.

Ce taux est établi en suite de l'engagement que prend l'entrepreneur par l'art. 6 de la convention, d'augmenter de 25 p. % les prix d'après lesquels les ouvriers terrassiers étaient soldés de leur tâche avant le 1^{er} décembre 1845.

Sous la date du 9 février 1846, le Département des Travaux Publics a donné sa sanction à une modification à ce taux d'augmentation de salaire.

Cette modification consiste en ce qu'à dater des 14 et 21 février 1846, le prix du mètre cube accordé à l'ouvrier terrassier a dû être diminué de 10 p. %, soit $\frac{2}{3}$ des 25 p. % prescrits à l'art. 6 de la convention; et du 21 février au 7 mars de 20 p. %, soit $\frac{4}{5}$ des 25 p. % mentionnés à cet article.

Cette majoration de 25 p. % bonifiée aux ouvriers terrassiers, ayant obligé l'entrepreneur à payer une augmentation de salaire de 9 centimes pour chaque mètre cube de déblai fouillé et transporté à 5 relais, il y a eu lieu de réduire le prix des terrassements exécutés après le 14 février, en suivant la progression suivante, savoir :

1 ^o $\frac{2}{3}$ de neuf centimes pour ceux exécutés du 14 au 21 février,	
soit par mètre cube	fr. 0.036
2 ^o $\frac{4}{5}$ de neuf centimes pour ceux exécutés du 21 février au 7 mars	0.072
3 ^o $\frac{5}{5}$ dito, ou	0.090

pour ceux exécutés du 7 mars au 15 avril.

D'après les bases qui précèdent, les majorations à payer à l'entrepreneur doivent avoir lieu de la manière suivante :

1° Pour les cubes exécutés du 1^{er} décembre 1845 jusqu'au 14 février 1846, la majoration est fixée, comme il a été dit, à fr. 0,2,642 par mètre cube ;

2° Du 14 au 21 février pour le mètre cube transporté à 5 relais,
à fr. 0.2,282

3° Du 21 février au 7 mars, à 0.1,922

4° Pour tout le cube exécuté après la date du 7 mars jusqu'au 15 avril 1846, le prix du mètre cube, transporté à 5 relais, est
de. 0.1,742

Les déblais effectués pendant ces quatre périodes s'élevant respectivement à 372,326^{m³},15; 37,081^{m³},60; 72,794^{m³},10 et 44,160^{m³},76, il en résulte par l'application des prix ci-dessus, les sommes respectives de fr. 98,368-57; 8,462-02; 13,991-03 et 7,692-80, pour chacune de ces périodes, formant un total de fr. 128,514-42, montant de l'indemnité à payer par l'État à l'entrepreneur.